

Réponse de Free à la consultation publique sur l'analyse des marchés de la téléphonie fixe initiée par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

23 février 2011 – 23 mars 2011

Synthèse

Le second cycle d'analyse des marchés de la téléphonie fixe, service historique des communications électroniques, a vu l'émergence d'un nouveau mode d'accès et technologie de référence, celui de la téléphonie large bande produite en mode IP, permettant aux consommateurs de disposer d'une véritable alternative aux offres commutées historiques. Ces offres sont régulièrement citées en référence au niveau mondial par l'étendue des services accessibles et leur tarification particulièrement attractive, basée sur une abondance généralisée rendue possible par une action courageuse du régulateur en matière d'encadrement des niveaux de terminaison d'appel pour le trafic nationale et vers les mobiles.

Le troisième cycle doit être l'occasion pour l'Autorité d'adapter sa régulation aux nouveaux enjeux :

- **Essor de l'IP sur Ethernet en tant que technologie de transmission de référence** : dans le cadre du 3^{ème} cycle d'analyse, s'il est encore prématuré d'imposer l'interconnexion exclusive en mode IP, en revanche il nous semble particulièrement efficace de retenir cette technologie en tant que référence dans les calculs des coûts rencontrés par un opérateur efficace. En outre, il semble particulièrement approprié de considérer comme point d'interconnexion pertinent pour l'ensemble du trafic téléphonique les points d'interconnexion retenus par les opérateurs pour le trafic téléphonique large bande, ces derniers restant libres d'inciter à l'éclatement de l'interconnexion sur plusieurs points au-delà d'un certain seuil ;
- **Décorrélation des services par rapport à l'accès** : les précédents cycles d'analyse ont été essentiellement focalisés sur la maîtrise combinée de l'accès et du service téléphonique. Free constate avec satisfaction dans l'analyse dressée par l'Autorité une prise en compte des perspectives d'évolution du marché avec la décorrélation des services par rapport à l'accès, avec l'essor de services téléphoniques proposés sans accès et l'émergence de services de joignabilité universelle dans lesquels le service téléphonique n'est qu'une composante aux côtés de composante de messagerie instantanée, de visio ou d'outils de travail collaboratifs. Free sera particulièrement attentive à la déclinaison par l'Autorité des principes retenus, notamment à destination

des acteurs du monde Internet proposant à destination des clients finals un service téléphonique ;

- **Evolution du plan de numérotation**, avec l'essor de services à valeur ajoutée accessibles au moyen de numéros initialement dédiés aux communications interpersonnelles encouragé par une gestion moins rigoureuse du plan de numérotation. Afin de se conformer au mieux aux principes de neutralité et de non discrimination, **une telle évolution implique de préciser les grands principes de l'interconnexion en faisant prévaloir la typologie de trafic sur la catégorie du numéro** ;
- **Convergence entre services fixes et mobiles** et développement de pratiques de croisement de bases d'abonnés fixes et mobiles

Dans ce contexte, l'analyse de marché et les orientations retenues par l'Autorité appellent les commentaires de Free sur les éléments suivants.

1 – Sur l'analyse de l'évolution technologique et concurrentielle des marchés de la téléphonie fixe
--

[1] Sur les évolutions techniques

La substitution en tant que technologie de transmission de référence au sein d'un opérateur du TDM par l'IP est inéluctable à l'horizon du 4^{ème} cycle. L'IP sur liens Ethernet est en effet une technologie présentant de nombreux avantages en termes de souplesse, d'efficacité, d'évolutivité, de compétitivité et de résilience.

En revanche, tant que le principal point noir relatif à la sécurisation de l'interconnexion entre opérateurs ne sera pas résolu, tant que l'interconnexion IP ne sera pas aussi sûre que le SS7 (ie permettant d'identifier avec certitude appelant et appelé ainsi que l'horodatage de la communication), les passerelles d'interconnexion entre opérateurs resteront TDM. C'est un point sur lequel Free ne transigera pas compte tenu des exigences sans cesse plus fortes des pouvoirs publics en matière de données de trafic impliquant en corolaire de garantir un très haut niveau de sécurité aux abonnés finals.

Par rapport aux technologies historiques, les coûts de transit en IP sont négligeables si, et seulement si, le raccordement est efficace. Dit autrement, au-delà d'un certain seuil de trafic, un seul point de raccordement induit un facteur de risque qui ne peut être couvert que par la redondance des capacités sur d'autres points afin d'éviter tout risque systémique (la défaillance d'un raccordement d'un opérateur pouvant impacter le réseau de l'opérateur terminant le trafic et par extension celui de l'ensemble des opérateurs à fort trafic interconnectés).

C'est pourquoi **il reste nécessaire de prévoir plusieurs points, logiques ou physiques, au-delà d'un certain seuil**, ou de répercuter sur le demandeur la charge de la sécurisation induite par une architecture d'interconnexion qui s'avérerait inefficace, ou risquée, au regard du volume de trafic apporté.

Une autre tendance sera à suivre tout au long du 3^{ème} cycle d'analyse : il s'agit de la décorrélation, déjà latente depuis 2003 (chez Free, la téléphonie est produite indépendamment de l'accès, il est en effet possible d'émettre et recevoir des appels depuis un autre accès que celui afférent à la box), entre service téléphonique et accès. Le couplage entre accès et service téléphonique dans le cadre des offres multiservices actuellement très prisées par les consommateurs n'est pas exclusif de la possibilité pour ces derniers d'opter sur tout ou partie du service téléphonique pour un autre fournisseur n'intervenant pas sur l'accès. Dans le prolongement du service Skype, les développements du géant Google misant sur une mise en réseau des différents carnets d'adresses d'un individu s'inscrivent dans cette perspective, et impliqueront une prise en compte de ces évolutions par l'Autorité, pouvant conduire à des ajustements de dispositifs existants, notamment en matière de portabilité, potentiellement inadaptés aux évolutions du marché.

[2] Sur l'état du marché

Le second cycle a vu la substitution des vecteurs historiques (sélection appel par appel / présélection du transporteur / cartes téléphoniques pré et postpayées) de la concurrence en matière de service téléphonique par le développement de l'accès maîtrisé par les opérateurs tiers, avec le maintien en corde de rappel des cartes associées ces derniers mois au développement de pratiques de détournement du plan de numérotation par l'essor de la surnumérotation, qu'il conviendrait d'adresser efficacement (ces services doivent être collectés en mode SVA s'ils sont proposés via des ressources de numérotations dédiées aux communications interpersonnelles)

D'une manière générale, **l'abondance permet de répondre efficacement aux attentes des consommateurs** en terme de prévisibilité, et contribue à rapatrier sur les réseaux fixes une grande partie du trafic issu en position déterminée (notamment le trafic généré depuis le domicile) qui auparavant était artificiellement capté par les réseaux mobiles au détriment de la gestion optimale du spectre. Le développement des appels fixes vers mobiles par l'inclusion dans les forfaits rendue possible par la perspective d'une baisse des niveaux de terminaison d'appel mobile participe de cette logique.

Etant focalisée sur le marché grand public et n'intervenant que très marginalement sur le marché entreprises (en grande partie par l'absence d'économies d'échelles du fait de la stratégie mise en œuvre par l'opérateur historique sur ce marché), Free ne pense pas être l'acteur le plus à même de commenter l'état du marché entreprises par rapport à d'autres opérateurs plus spécialisés ou généralistes.

Sur le marché résidentiel, Free est en phase avec l'analyse dressée par l'Autorité, à une nuance près. Sur les accès existants, la concurrence est satisfaisante et la fluidité du marché, sans être encore pleinement satisfaisante (nous pensons à l'absence d'espace économique pour les opérateurs alternatifs en matière de satisfaction des besoins des abonnés en accès temporaires –

résidences secondaires), est désormais assez élevée, notamment sous la pression des offres multiservices reposant sur des accès large bande permettant de généraliser l'abondance. En revanche, **sur les accès à construire et à réactiver, la situation n'est pas aussi concurrentielle que le prétend l'Autorité** : l'inefficacité des processus imposés aux opérateurs alternatifs pour les constructions d'accès, qui ne semblent pas concerner Orange pour ses propres offres, contribue en grande partie à la position dominante de l'opérateur historique qui trouve ainsi un vivier de près de 500 000¹ nouveaux abonnés garantis chaque année. Les opérateurs alternatifs ne sont pas en mesure de répliquer le niveau de qualité de service en terme de délais d'activation de l'opérateur historique pour les accès nouvellement établis dans des locaux neufs, au détriment du niveau de concurrence.

[3] Sur les niveaux de maturité des marchés de gros

Free partage l'analyse selon laquelle l'accès commuté à Internet est voué à s'éteindre au fur et à mesure du renouvellement du parc et du développement des terminaux privilégiant des solutions Radio (WiFi, 3G/4G) ou Ethernet pour le raccordement. Au demeurant, les modems RTC ont disparu de la quasi-totalité des PC commercialisés depuis plusieurs années déjà. Des offres alternatives à l'offre de collecte de l'opérateur historique ont pu émerger et sont de nature à garantir aux opérateurs intervenant sur ce segment de faire valoir leurs intérêts.

Quant à la sélection du transporteur, elle est également en relatif déclin du fait du développement du dégroupage total / ADSL Only, actuellement souscrits par plus de 8 abonnés sur 10. Sur ce segment également, l'existence d'offres alternatives à l'offre de collecte de l'opérateur historique sont de nature à garantir aux opérateurs intervenant sur ce segment de faire valoir leurs intérêts.

En revanche, avec le développement de l'e-commerce et la dématérialisation des opérations de vente et support, **les SVA sont appelés à développer**, pour plusieurs raisons. En premier lieu car l'ubiquité du service fixe induite par la décorrélation par rapport à l'accès conduit sur une plus grande disponibilité, stimulant l'essor des appels. En outre, la tarification des appels SVA depuis le fixe est plus intelligible et moins discriminante pour le consommateur du fait du dispositif porté par la décision n°2007-0613 portant sur les obligations imposées aux opérateurs qui contrôlent l'accès à l'utilisateur final pour l'acheminement des communications à destination des services à valeur ajoutée.

En matière de SVA, Free souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur l'impact des décisions postérieures aux règles fondatrices de l'interconnexion (interconnexion directe, vecteur du trafic interpersonnel / interconnexion indirecte vecteur du trafic SVA) conduisant en pratique au développement de SVA sur proposés sur numéros interpersonnels (numéros géographiques et 09), remettant en cause toute la doctrine développée par les services de l'ART et France Télécom sur la migration des SVA (numéros jeux des radios ou télévisions initialement fournis sur numéros géographiques, accès commuté à Internet, plateformes d'accès à des services téléphoniques...) vers des tranches spécifiques et distinctes des communications interpersonnelles.

¹ Valeur correspondant au nombre de nouveaux locaux construits chaque année, cf. http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/187_CS_LOG_FE_cle0899b6-1.pdf

De tels développements bousculent l'équilibre économique des offres d'abondance qui ne peuvent inclure dans le forfait des SVA sur lesquels les coûts de collecte ne sont pas couverts et pour lesquels il faudrait verser une terminaison d'appels.

Si Free comprend de la doctrine de l'Autorité qu'elle ne partage plus l'approche qui avait été validée par l'Autorité de la concurrence dans son avis 01-A-01 en date du 16 mars 2001, en revanche **l'inclusion dans les offres d'abondance des SVA accessibles au moyen de numéros initialement dédiés aux services de communications interpersonnelles ne pourra être viable à tarification de détail comparable que si les coûts de collecte et spécifiques aux SVA pourront être recouverts non plus sur la tarification de détail mais sur les marchés amonts.**

2 – Sur le bilan de la régulation présenté par l'Autorité d'une part, et sur les perspectives évoquées par le troisième cycle d'analyse de marché d'autre part

Free est en phase avec la définition proposée par l'Autorité sur le mécanisme d'interconnexion directe qui vise à couvrir le trafic destiné aux numéros ouverts à l'interconnexion sur le cœur de réseau individuel de l'opérateur, car il tient compte de la tendance à décorréler l'accès du service téléphonique.

Free souscrit à l'analyse de l'Autorité sur la maturité des marchés de détail, avec les réserves précédemment exprimées relatives aux contraintes induites par les offres de gros.

Il n'est pas exclu qu'il subsiste des distorsions de concurrence au bénéfice de l'opérateur historique du fait du faible niveau de qualité de service des offres de gros sur les constructions d'accès (plus de 460 000 mises en chantier sur 2010, dont plus de 300 000 logements) : les délais de production non garantis ainsi que l'absence de mesures incitatives à mettre en rapport avec les nouvelles obligations renforcées en matière de délais de portabilité ne sont pas de nature à garantir aux opérateurs tiers de pouvoir répliquer les offres de l'opérateur historique.

Il conviendra également de porter une attention toute particulière dans le courant du 3^{ème} cycle d'analyse des marchés sur le développement des offres « cross-selling » en l'absence de possibilité de réplication par les opérateurs tiers. Il semble indispensable de conditionner la possibilité pour l'opérateur historique de commercialiser des offres couplant fixe et mobile et/ou s'appuyant sur le croisement de bases d'abonnés fixes et d'abonnés mobiles à l'existence d'offres de gros adéquates permettant aux opérateurs tiers de répliquer ses offres.

L'objectif particulièrement ambitieux d'écrasement du montant de la Terminaison d'Appel ne pourra être atteint que qu'au prix de la plus grande rigueur dans le périmètre et les coûts pertinents. En particulier, **l'interconnexion directe et la Terminaison d'Appel ne peuvent concerner et couvrir que le trafic interpersonnel**, car le trafic SVA comporte des charges spécifiques (asymétrie, trafic explosif, nombres d'appels simultanés...). Le corollaire est que la Terminaison d'Appel ne peut s'appliquer que sur du trafic interpersonnel, **le trafic SVA collecté sur des tranches interpersonnelles doit relever de l'interconnexion indirecte et du départ d'appel,**

conformément à la doctrine de l'Autorité en 1998 / 2001 lorsque les SVA en numéros géographiques (jeux, accès commuté à Internet, plateformes de services téléphoniques...) étaient inéligibles à la sélection du transporteur, et que la police a été faite pour migrer ces services, et notamment l'accès commuté Internet, sur des tranches spécifiques en 08 et 3BPQ.

Sur le départ d'appel, si Free partage l'objectif d'une orientation de la valeur du départ d'appel sur celui de la terminaison d'appel, elle s'interroge en revanche sur la pertinence d'une symétrisation absolue. En effet, **la symétrisation du Départ d'Appel sur la Terminaison d'Appel ne tient pas compte des spécificités du trafic SVA** précédemment évoquées. Il en résulterait un mauvais signal économique donné aux acteurs, contribuant à faire supporter in fine par l'ensemble des acteurs, et notamment les abonnés finals, les surcoûts induits marginalement.

S'il peut être concevable d'aboutir à une base commune pour l'ensemble des opérateurs, il nous semble difficile d'imposer un mark-up générique à tous les opérateurs dans la mesure où nombre d'opérateurs d'accès n'interviennent pas sur le marché SVA ou doivent mettre en place des ressources supplémentaires par rapport à l'opérateur historique qui démarre de 100% de parts de marché sur le départ SVA.

Au niveau de la technologie de référence en terme d'efficacité, **l'IP sur liens Ethernet est appelée à se substituer à la technologie TDM au cours du 3^{ème} cycle d'analyse, et doit servir de fondement à la modélisation des coûts internes d'un opérateur efficace. Toutefois, tant que la fiabilité de l'interconnexion IP pour le trafic téléphonique ne sera pas au niveau du TDM / SS7, les passerelles IP / TDM resteront indispensables dans les réseaux majeurs.**

3 – Sur les principes d'architecture des réseaux de téléphonie et les principes d'architecture d'interconnexion présentée par l'Autorité.
--

Puisant ses origines dans le monde de l'IP, fondamentalement plus efficace que les technologies historiques TDM, Free ne peut que souscrire à l'orientation préconisée par l'Autorité consistant à retenir l'IP sur liens Ethernet comme architecture de référence à l'horizon fin du 3^{ème} cycle d'analyse.

Les technologies commutées historiques ont fait leur temps et ne permettent pas de répondre efficacement à l'évolution des usages avec la convergence des modes d'accès et la probable dissolution du service téléphonique dans les futurs services de joignabilité universelle sur lesquels planchent les grands acteurs du monde Internet. La fin du monopole de l'exploitant public sur le service téléphonique remonte à 1998 : **ce n'est pas donner le meilleur signal économique incitant à l'efficacité que de continuer à considérer en 2011 le RTC comme la norme de référence.**

En revanche, l'analyse effectuée par l'Autorité appelle quelques **réserves de Free pour ce qui la topologie de l'interconnexion**. L'analyse de l'Autorité soumise à consultation laisse entendre que l'interconnexion en mode IP ne nécessiterait qu'un seul point d'interconnexion par opérateur pour accéder au tarif régulé de terminaison d'appel pour l'ensemble du trafic. C'est partiellement vrai : si un des avantages de l'IP sur Ethernet réside dans la réduction drastique des charges de transit et

la diminution des points d'interconnexion, en revanche **il est inexact de considérer que l'IP implique une unicité de point d'interconnexion. TDM hier ou IP aujourd'hui, les réseaux et interconnexions majeures auront toujours besoin de sécurisation.** La résilience caractérisant l'IP n'est rien sans architectures de raccordement à la hauteur des enjeux. Dit autrement, au-delà d'un certain seuil, il est nécessaire d'éclater, logiquement et physiquement, les interconnexions sur plusieurs points (sans toutefois atteindre les centaines de sites du temps du TDM). Pour inciter à cet objectif légitime, il convient de délivrer aux acteurs un signal économique en ce sens, par exemple avec une majoration type EZA correspondant aux charges rencontrées pour limiter l'impact d'une interconnexion majeure qui s'écoulerait sur un seul point.

La substitution des technologies TDM par l'IP sur Ethernet ne signifie pas pour autant un droit absolu à écouler le trafic sur un seul point de raccordement : dit autrement, **le tarif régulé sur un seul point au-delà d'un certain seuil de trafic ne saurait être considéré comme une demande raisonnable.**

4 – Sur la délimitation des marchés pertinents.

L'analyse effectuée par l'Autorité n'appelle pas de remarques particulières de Free sur ces points. **Neutralité technologique oblige, les prestations de gros d'acheminement de trafic produites selon différents modes techniques sont substituables sur les marchés fixes.** Il en est également de même entre les différents segments, étant précisé que l'inducteur du marché global reste le marché résidentiel par lequel arrivent la plupart des innovations techniques et commerciales.

Free relève par ailleurs un élément de précision bienvenue de la part de l'Autorité : **le critère d'inclusion d'un acteur dans le périmètre du marché des services téléphoniques fixes repose sur la maîtrise avant tout du service téléphonique par rapport à celle de l'accès.** Avec le développement de la convergence et l'essor des services de joignabilité universelle, le 3^{ème} cycle d'analyse des marchés sera l'occasion d'affirmer la tendance déjà initiée visant à décorrélérer le service téléphonique de l'accès. Comme le relève l'Autorité dans son analyse soumise à consultation, des acteurs peuvent en effet proposer des services téléphonique sans pour autant fournir l'accès associé. De tels développements impliquaient l'adaptation des critères initiaux de régulation, reposant avant tout sur la maîtrise de l'accès : Free relève avec satisfaction la prise en compte de cette évolution dans le cadre de l'analyse soumise à consultation, et appelle l'Autorité à faire preuve de cohérence tout au long du prochain cycle d'analyse dans la déclinaison au niveau opérationnel des orientations affichées.

En effet, dès lors qu'ils s'adressent aux clients finals résidants sur le territoire national, **une vigilance toute particulière devra être portée par l'Autorité aux services pouvant comporter une part de service téléphonique proposés par les grands acteurs du monde Internet,** pour la plupart établis en dehors du territoire national. Toute asymétrie dans la régulation asymétrique que souhaite appliquer l'Autorité dans la régulation des modalités opérationnelles, techniques et financières de l'interconnexion du service téléphonique ne pourra qu'engendrer des distorsions de concurrence au détriment des clients finals d'opérateurs nationaux sans cesse mis de plus en plus

à contribution, aussi bien pour des obligations de qualité de service ou de portabilité que pour des missions étrangères à l'exploitation de leurs réseaux et services.

L'interdiction de principe de couplage transit / terminaison d'appel préconisée par l'Autorité répond à une attente formulée par les opérateurs souhaitant maîtriser leur architecture de raccordement. Si la répercussion de la charge du transit sur le demandeur n'est pas interdite en soit, il convient en revanche de délivrer un signal économique optimal aux acteurs pour leur permettre d'arbitrer librement entre une interconnexion centralisée ou au plus proche des abonnés finals. Le couplage imposé transit / terminaison ou l'inclusion du transit dans le montant de la Terminaison d'Appel ne participe pas de cette logique, il convient par conséquent de l'interdire dans le cadre du 3^{ème} cycle d'analyse.

En revanche, Free n'estime pas pertinent à ce stade de soumettre les prestations de transit à un encadrement tarifaire dans la mesure où il existe désormais des outils fiables et efficaces permettant aux opérateurs de livrer correctement les appels.

5 – Sur la délimitation des marchés du départ d'appel en position déterminée et de la terminaison d'appel fixe sur chaque réseau individuel les notions de «numéros fixes ouverts à l'interconnexion sur un réseau » d'une part, et de « point(s) d'interconnexion pertinent(s) » d'autre part.

L'analyse de l'Autorité soumise à consultation amène Free à souhaiter que soit précisé plus finement le critère d'éligibilité aux prestations d'interconnexion directe et de terminaison d'appel.

Le critère d'éligibilité de l'interconnexion directe et des prestations de Terminaison d'Appel associées réside avant tout dans la nature du trafic livré, à savoir exclusivement interpersonnel. Le trafic SVA ne saurait relever du dispositif de l'interconnexion directe et bénéficier de la Terminaison d'Appels, en raison de ses caractéristiques intrinsèques (trafic asymétrique, explosif, fort taux d'appels simultanés...) fondamentalement différentes du trafic interpersonnel. Or des décisions de l'Autorité en matière de définition de services pouvant être surtaxés ont conduit à bousculer les règles de gestion du plan de numérotation, se traduisant en pratique par la migration dans des tranches interpersonnelles de services initialement accessibles au moyen de numéros dédiés aux Services à Valeur Ajoutée.

C'est ainsi qu'il existe de plus en plus de Services à Valeur Ajoutée dans des numéros qui n'ont pas été conçus pour supporter massivement des services à valeur ajoutée. L'opérateur historique a inclus dans son offre de services à destination des fournisseurs de services à valeur ajoutée une nouvelle catégorie de numéros accueil, les Numéros Cristal identifiés par la tranche 0969. Le gestionnaire de la première base clientèle en France, Electricité de France, vient de procéder récemment à la migration de son service clientèle vers un numéro de type 09. Il n'est pas acceptable, au regard des obligations de qualité de service inhérentes aux communications interpersonnelles, de voir des services à trafic exclusivement sortant monopoliser à eux seuls des BPN conçus pour écouler une trentaine de communications simultanées en mode bidirectionnel.

Quand bien mêmes ils seraient accessibles au moyen de numéros initialement dédiés aux services de communications interpersonnelles, de tels services doivent relever de l'interconnexion indirecte et être acheminés au moyen de ressources dédiés à ce type d'interconnexion pour préserver aussi bien la qualité de service que le modèle économique des communications interpersonnelles, accessibles désormais majoritairement dans le cadre des offres d'abondance. Une telle analyse, consistant à appliquer un régime différencié au regard de la typologie de trafic radicalement différente, est justement celle qui avait été effectuée par l'Autorité sur la période 1998-2001 lorsqu'il s'était agi pour elle de protéger l'opérateur historique contre les risques consistant à inclure dans des offres commerciales des numéros supportant des services à valeur ajoutée en incitant les fournisseurs de services à valeur ajoutée à migrer sur des ressources de numérotation dédiées et distinctes des services de communications interpersonnelles, acheminées au moyen d'un mécanisme d'interconnexion indirecte. Pour toutes ces raisons, Free suggère à l'Autorité d'amender son analyse en modifiant la phrase "*il ne peut donc exister de marché de la terminaison d'appel vers ces types de numéros*" comme suit "*il ne peut donc exister de marché de la terminaison d'appel vers ces types de trafics*". Au demeurant, une telle rédaction est plus conforme aux orientations retenues par l'Autorité dans ses décisions relatives aux pratiques d'exclusions des offres d'abondance de numéros initialement dédiés pour des services de communication interpersonnelle et supportant des Services à Valeur Ajoutée.

Concernant la définition de point pertinent, Free s'interroge par contre sur la pertinence, d'un point de vue calcul des coûts de France Télécom, de maintenir le RTC comme architecture de référence. Il ne semble pas qu'une telle approche soit la plus adéquate pour donner le meilleur signal économique incitant à l'efficacité dans l'intérêt de l'ensemble des consommateurs finals, dans un contexte où la majorité des accès et du trafic téléphonique s'établit désormais sur des supports large bande d'une part, et d'autre part la baisse du trafic RTC conduit à un renchérissement mécanique des coûts d'exploitations d'une technologie dépassée et moins efficace par rapport à la technologie IP sur liens Ethernet. Pour ces raisons, Free invite l'Autorité à reconsidérer son approche, ou tout du moins l'invite à étayer solidement toute analyse revenant à considérer le RTC / TDM comme technologie de référence pour le calcul des coûts d'un opérateur historique qui ainsi ne sera pas incité à déployer ses meilleurs efforts pour rendre plus efficace son réseau téléphonique. Quoiqu'il en soit, si jamais l'Autorité persistait dans cette approche dans le cadre du 3^{ème} cycle, il ne sera pas acceptable de retenir le RTC en tant que norme de référence pour le calcul des coûts de référence de France Télécom et donc de sa terminaison d'appel pour le 4^{ème} cycle.

6 – Sur la pertinence des marchés pour une régulation *ex ante*.

L'analyse effectuée par l'Autorité et les orientations envisagées n'appellent pas de remarques particulières de Free, autant pour la Terminaison d'Appel (qui toutes choses égales par ailleurs pourrait servir de base pour dégager les grands principes de la TA Data) que pour le Départ d'Appel.

7 – Sur la désignation de France Télécom comme opérateur exerçant une influence significative sur les marchés de détail de l'accès –résidentiel et non résidentiel– d'un part et sur le marché de gros du départ d'appel en position déterminée d'autre part.

L'analyse effectuée par l'Autorité et les orientations envisagées n'appellent pas d'observations particulières de Free sur ce volet. **France Télécom tire partie de sa position d'opérateur historique et de fournisseur de référence du Service Universel.** L'ensemble du parc n'a pas encore basculé sur la Voix Large Bande ; France Télécom reste dominante sur le marché de détail hors VLB, et ultra-dominante sur l'accès (segments détail + segments marchés de gros).

Du fait de l'autoconsommation par ses propres services qui neutralisent l'impact des opérateurs tiers, ces derniers ne disposent à ce jour d'aucun contre-pouvoir de marché sur la Terminaison d'Appel de l'opérateur historique, sauf à proposer des offres fermées qui ne prospéreront pas. Ces éléments doivent conduire au **maintien de la régulation asymétrique compte tenu de la dissymétrie de marché observée.**

Free souhaite par ailleurs nuancer l'analyse dressée par l'Autorité sur le contrepouvoir vis-à-vis de la Terminaison d'Appel des opérateurs alternatifs. En particulier, l'Autorité effectue une appréciation inexacte sur le différend qui a pu opposer Free et France Télécom face à des opérateurs tiers qui avaient été tenté de porter à un niveau très élevé leur Terminaison d'Appel. Ce n'est pas sous la pression des abonnés qu'il a été mis fin à cette distinction, au demeurant précédemment validée dans son principe par l'avis n°01-A-01 de l'Autorité de la Concurrence, mais parce que les règlements de différends engagés par Free et France Télécom contre l'opérateur de référence à Terminaison d'Appel élevée ont permis de mettre fin à cette distorsion de concurrence.

8 – Sur la désignation de chaque opérateur contrôlant l'accès au service téléphonique d'un utilisateur final comme opérateur exerçant une influence significative sur le marché de la terminaison d'appel fixe sur son réseau individuel.

L'analyse effectuée par l'Autorité et les orientations envisagées n'appellent pas d'objection majeure de Free dès lors qu'elles ont vocation à s'appliquer, comme le précise l'Autorité, à tout opérateur proposant du service téléphonique, y compris lorsque ce service est proposé sans accès (cf. services proposés par des acteurs du monde Internet associant un service téléphonique en complément de services de joignabilité ou de visioconférence).

Free veillera en particulier à ce que l'Autorité applique à destination de ses services le même niveau de rigueur qu'elle inflige aux acteurs nationaux.

9 – Sur les impacts des architectures d'interconnexion, l'appréciation de leur caractère raisonnable, ainsi que sur les obligations plus précises qui pourraient en découler le cas échéant.

Free souscrit à l'analyse et aux orientations de l'Autorité dès lors que la demande d'interconnexion formulée par l'opérateur demandeur est raisonnable, c'est à dire que l'opérateur offreur dispose des capacités à satisfaire la demande d'interconnexion sans charges excessives.

Dit autrement, Free s'interroge sur l'obligation qui serait faite à France Télécom (ou tout autre opérateur majeur) de faire droit à toute demande d'interconnexion pour le trafic téléphonique en mode exclusivement IP, dans la mesure où cette technologie n'est pas encore normalisée pour ce qui relève de la signalisation. Il en résulterait un risque systémique pouvant impacter les opérateurs tiers majeurs, comme l'ont encore démontré de récents dysfonctionnements de signalisation IP qui ont impacté en chaîne des interconnexions majeures.

Sur ces bases, Free estime qu'il serait plus efficace et plus proportionné d'imposer à France Télécom de faire droit aux demandes visant à considérer les PRV comme des points d'interconnexion pertinents pour le RTC, afin d'éviter de conduire les opérateurs à investir sur des points (CA) qui ont vocation à disparaître avec l'essor de l'IP.

Par ailleurs, Free reste profondément réservée sur l'utilisation de la base APNF à des fins autres que la portabilité, dans la mesure où cette base n'a pas été conçue pour permettre aux opérateurs d'optimiser leur routage sur d'autres critères que ceux inhérents à la portabilité. Là aussi, Free estime plus pertinent de privilégier l'option précédente (consistant à considérer le PRV comme un point d'interconnexion pertinent, aussi bien pour le trafic téléphonie large bande que pour le trafic téléphonique RTC), ce qui au demeurant apparaît bien plus incitatif pour FT afin d'optimiser le RTC et le passage à l'IP.

10 – Sur la proposition de lever l'obligation imposée à France Télécom de fourniture de la modalité d'interconnexion forfaitaire pour l'accès à internet bas débit au quatrième cycle d'analyse de marché, en discutant notamment les avantages de la fermeture de cette modalité et les freins qu'elle comporte.

Free est relativement réservée sur l'éventualité de lever l'obligation imposée à France Télécom de fourniture de l'interconnexion forfaitaire Internet (IFI) dans la mesure où le nombre d'offres de collecte alternatives est extrêmement réduit. La disponibilité d'une offre proposée par France Télécom incite les opérateurs de collecte alternatifs à proposer des conditions équivalentes, pour ne pas dire meilleures, à celles de France Télécom. Il n'est pas acquis que les conditions alternatives seraient aussi attractives en l'absence de toute obligation en ce sens pesant sur l'opérateur historique. Le maintien d'une telle obligation s'impose, car l'IFI a encore du sens et préfigure, pour ce qui est des grands principes de tarification, ce que pourrait être l'interconnexion du futur avec la perspective de l'écrasement de la Terminaison d'Appels, débouchant sur des coûts de capacité essentiellement fixes.

11 – Sur la proposition de l'Autorité de lever l'obligation imposée à France Télécom de fourniture de la modalité de sélection du transporteur appel par appel au quatrième cycle d'analyse de marché, en discutant notamment les avantages de la fermeture de cette modalité et les freins qu'elle comporte.

La levée de l'obligation de sélection appel par appel pesant sur France Télécom n'appelle pas d'objections particulières de Free dès lors qu'est maintenue l'obligation de présélection, indispensable pour répondre aux attentes des consommateurs finals qui n'auraient pas encore basculé sur des formules large bande, et tant que les offres de gros bitstream / dégroupage resteront défaillantes sur les créations d'accès.

12 – Sur les enjeux de qualité de service associés à la vente en gros de l'accès au service téléphonique.

Free n'a pas d'observations particulières sur ce point dans la mesure où elle n'intervient pas sur le marché de la VGA qui, de notre point de vue, est à l'heure du succès des accès large bande accessibles à 99,99% des abonnés finals une scorie de l'histoire créant plus de problèmes (notamment au regard des obligations relatives à la portabilité et aux données de trafic pour répondre aux demandes des autorités judiciaires) qu'elle n'était censée en résoudre.

13 – Sur les principes fondateurs pour la régulation tarifaire des terminaisons d'appel fixes exposés par l'Autorité.

Free est en phase avec les quatre principes fondateurs retenus par l'Autorité dans son analyse en matière de régulation tarifaire des terminaisons d'appel fixes, mais regrette une couverture encore partielle de la question.

C'est pourquoi elle suggère de les compléter par un 5^{ème} pilier, portant sur la typologie de trafic éligible à l'interconnexion directe et par voie de conséquence la terminaison d'appel, qu'elle soit fixe ou mobile.

Ce 5^{ème} pilier rappellerait en effet que la Terminaison d'Appel ne pourrait porter que sur du trafic interpersonnel, et ne saurait correspondre à du trafic SVA, que ce dernier soit acheminé par les ressources nominales (08, 3BPQ, 118XYZ, 10XY...) ou des ressources initialement dédiées aux services de communications interpersonnelles. L'absence d'un tel pilier en matière d'interconnexion et de régulation tarifaire de la terminaison d'appel compromet l'objectif affiché par l'Autorité visant à faire tendre vers 0 le niveau des Terminaison d'Appels, dans leur composante ramenée à la minute. En effet, une telle absence (i) délivre un mauvais signal économique, incitant à des pratiques de détournement de trafic voire fraudes à l'interconnexion, (ii) induit de l'inefficacité et une surcharge liée au trafic SVA qui conduit à déverser sur la Terminaison d'Appel des coûts non pertinents qui doivent être couverts par l'interconnexion indirecte et le Départ d'Appel.

Enfin, à l'heure de la convergence fixe / mobile et du développement d'offres quadruple-play, **Free souhaite que le 3^{ème} cycle d'analyse soit l'occasion d'initier la transposition à la Terminaison d'Appel Mobile des grands principes retenus pour la Terminaison d'Appel fixe sur le périmètre des coûts pertinents (consistant à exclure du périmètre les charges inhérentes à l'accès et services autres que téléphonique).**

14 – Sur les aspects théoriques et pratiques de la mise en œuvre en France de la recommandation de la Commission européenne du 7 mai 2009 sur les terminaisons d'appel fixe et mobile

Les orientations retenues par l'Autorité n'appellent pas d'observations particulières de Free qui estime que l'approche CMILT d'un opérateur efficace délivre le bon signal aux acteurs, qu'ils soient historique ou nouveaux entrants.

15 – Sur le recalage des prochaines évolutions tarifaires de la terminaison d'appel sur le 1er janvier

16 – Sur la périodicité annuelle ou semestrielle des paliers tarifaires définis

Concernant la périodicité des évolutions tarifaires de la Terminaison d'Appel Fixe, Free estime qu'**une période annuelle calée sur l'année civile** (et donc débutant au 1^{er} janvier) est préférable et plus conforme aux contraintes auxquelles peuvent être confrontées des sociétés cotées comme le sont les opérateurs.

17 – Sur le panier de consommation conventionnel défini par l'Autorité pour laisser à chaque opérateur une liberté encadrée dans la définition de sa structure tarifaire de terminaison d'appel.

Le panier de consommation conventionnel retenu par l'Autorité dans le cadre de l'analyse soumise à consultation appelle une légère réserve tenant à la durée moyenne qui sur le marché résidentiel est structurellement orientée à la hausse avec la libération des usages induites par le développement des offres d'abondance.

Free estime par ailleurs qu'il est nécessaire de prévoir une marge de souplesse de nature à refléter au mieux l'efficacité des choix retenus par un opérateur. C'est ainsi que **la structure tarifaire doit être librement encadrée**, pour reprendre le principe exposé par l'Autorité dans son analyse : en particulier, s'il est envisageable de faire tendre vers 0 le montant de la Terminaison d'Appel dans la mesure où la composante tarif à la minute n'est pas le meilleur vecteur incitant à l'efficacité, il faut avoir à l'esprit que cet écrasement fera ressortir les coûts essentiellement fixes (exprimés au BPN), et actuellement variabilisés ou intégrés dans la composante minute. Le BPN (et par extension les capacités dédiées à un acteur terminant ou collectant du trafic, qu'il soit TDM ou IP, téléphonique ou Data) est un coût fixe qu'il convient de recouvrer en priorité sur l'inducteur, et

non sur l'abonné sur l'abonné pour éviter les distorsions de concurrence consistant à faire subventionner un marché amont par un marché aval.

Par conséquent, Free attire l'attention de l'Autorité qu'un montant de Terminaison d'Appel tendant vers 0 ne signifie pas pour autant une interconnexion gratuite.

18 – Sur la différenciation introduite par l'Autorité dans la régulation du départ d'appel de sélection du transporteur et pour l'accès à internet bas débit d'une part et à destination des numéros de service à valeur ajoutée d'autre part, ainsi que les remèdes proposés.

Free souscrit à l'analyse effectuée par l'Autorité dans son analyse soumise à consultation en matière de différenciation du départ d'appel selon la typologie du service délivré (sélection du transporteur, accès commuté à Internet et départ d'appel SVA).

Free estime que l'orientation vers les coûts du départ d'appel et de l'accès commuté à Internet reflète les gains de productivité dégagés tout au long des 10 dernières années.

L'encadrement du départ d'appel en modalité de type tarif non excessif permet également de couvrir la prise de risque et les charges rencontrées par les opérateurs de boucle locale qui subissent l'accroissement d'obligations, notamment d'information tarifaire et de transparence aux consommateurs, pour des services dont ils sont simples distributeurs. D'une manière générale, il faut avoir à l'esprit que la catégorie des SVA, indépendamment du numéro utilisé, présente des particularités sans aucune commune mesure avec le trafic interpersonnel : très forte asymétrie, trafic explosif, fort taux d'appels simultanés pour les numéros à grands succès, tarifs de détail bien plus élevés, fort taux de contestation, portabilité plus complexe à gérer... induisant des coûts spécifiques, certains étant recouverts via la prestation de reversement lorsqu'ils relèvent des aspects commerciaux, mais ceux relevant du réseau devant être recouverts avant tout via l'interconnexion.

Free estime par ailleurs **souhaitable de maintenir durant encore quelques temps de l'asymétrie entre France Télécom (opérateur historique de l'accès ET des SVA) et les opérateurs tiers** (qui pour certains n'interviennent nullement sur les SVA et ne peuvent récupérer sur un marché annexe les charges rencontrées sur un marché aval) : un écart inapproprié notamment trop faible entre le Départ d'Appel pratiqué par l'opérateur historique et le niveau pratiqué par les opérateurs tiers reviendrait à procurer à France Télécom un avantage concurrentiel indéniable sur le marché SVA.

Enfin, **Free attire de nouveau l'attention de l'Autorité sur l'erreur consistant à assimiler, en termes de charge et de coûts rencontrés, appels interpersonnels et appels SVA.** Un appel interpersonnel concerne tout au plus quelques communications simultanées, lissées sur le temps et à prédominance locale, tandis qu'un appel SVA peut générer à l'heure chargée plusieurs dizaines de milliers d'appels simultanés répartis sur l'ensemble du réseau.

19 – Sur les obligations imposées aux opérateurs exerçant une influence significative sur les différents marchés pertinents pour une régulation *ex ante*.

Les obligations imposées aux opérateurs n'appellent pas d'objections majeures de la part de Free dans leurs grands principes. Free souhaite juste que leur application par l'Autorité soit la plus efficace au possible en évitant autant que possible toute charge excessive pour les opérateurs, au détriment de la compétitive des offres actuellement proposées aux consommateurs et qui, de l'avis de nombreux experts internationaux, constituent une référence au niveau mondial.

Or l'expérience des derniers cycles d'analyses a montré que l'Autorité pouvait céder aux vieux réflexes de l'économie dirigée par l'administration, en inondant les opérateurs de demandes d'information ou de justification redondantes et particulièrement lourdes à gérer, pour certaines incompatibles avec les éléments d'information que peuvent retourner les réseaux et SI mis en œuvre.

Dans un contexte de marché globalisé non pas à l'échelle européenne mais désormais mondiale, où les choix structurants en matière de technologies et services s'opèrent par arbitrages des grands acteurs du monde Internet sur la base de l'attractivité ou non des conditions nationales, les principes d'efficacité et de proportionnalité ne concernent pas que les opérateurs mais ont également vocation à régir l'ensemble des acteurs intervenant dans la régulation, en premier lieu les pouvoirs publics et leurs autorités administratives indépendantes.

20 – Plus généralement, les acteurs sont invités à transmettre à l'Autorité tout élément complémentaire qu'ils jugent utile de porter à sa connaissance dans le cadre de l'analyse des marchés de la téléphonie fixe.

Cette question n'appelle pas d'observations complémentaires de la part de Free à ce stade de l'analyse.